



AMO



V 10/02/2025

**Bâtiment Institut de la Personne Agée  
CHU de CAEN Normandie**

**MARCHE DE COORDINATION SECURITE  
PROTECTION SANTE**

**Cahier des Clauses Techniques  
Particulières**

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

<b>ARTICLE 1 -OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 -CLAUSES GENERALES.....</b>	<b>3</b>
2.1 EXERCICE DE LA MISSION .....	3
2.2 RESPONSABILITE TECHNIQUE - QUALIFICATIONS .....	3
<b>ARTICLE 3 -DUREE DE LA MISSION, PLANNING ET PHASAGE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 -DEFINITION DE LA MISSION.....</b>	<b>4</b>
4.1 AUX PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTIONS .....	4
4.2 AU COURS DE LA CONCEPTION, DE L'ETUDE ET DE L'ELABORATION DU PROJET :.....	5
4.3 AU COURS DE LA REALISATION DE L'OUVRAGE, .....	5
4.4 A TENIR COMPTE DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION ENVIRONNANTES ET DU CHANTIER DE L'OPERATION PRINCIPALE (OP) EN COURS. ....	6
<b>ARTICLE 5 - TEXTE REGLEMENTAIRES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 - CONSISTANCE DE LA MISSION.....</b>	<b>7</b>
6.1 CONCEPTION, ELABORATION DU PROJET, ACT.....	7
6.2 PERIODE DE PREPARATION DE CHANTIER.....	8
6.3 SUIVI DU CHANTIER .....	8
6.4 RECEPTION ET DIUO.....	8
6.5 LEVEE DES RESERVES ET GPA.....	8
<b>ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 - CONTENU DES DOCUMENTS .....</b>	<b>9</b>
8.1 REGISTRE JOURNAL RJ.....	9
8.2 NATURE DU PLAN GENERAL DE COORDINATION P.G.C.S.P.S. ....	10
8.3 COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.).....	11
8.4 PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S) .....	11
8.5 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE DE L'OUVRAGE (DIUO).....	12
<b>ARTICLE 9 - CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE.....</b>	<b>12</b>

## ARTICLE 1 -OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concerne la mission relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé instituée par la loi n° 93.1418 et ses décrets d'application n° 94.1159 et 95.543.

Cette mission concerne l'opération de l'Institut de la Personne Agée (IPA) dans le cadre de la reconstruction du CHU de CAEN (14).

**Lieu d'exécution de la mission :** CHU CAEN - Rue du professeur Edouard Zarifian - 14000 CAEN

## ARTICLE 2 -CLAUSES GENERALES

Le présent marché est soumis au code de la commande publique de 2018.

A l'appui de sa proposition, chaque candidat doit préciser la composition de l'équipe mise en place, ainsi que les moyens et la méthodologie prévus pour assurer cette mission

### 2.1 Exercice de la mission

Dès notification de son marché, le coordonnateur désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis du maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne son exécution, ainsi qu'un suppléant, disposant du même niveau de qualification, en cas d'absence. A défaut d'une telle désignation, le signataire du présent marché sera reconnu comme seul compétent pour émettre des avis et traiter avec le Maître de l'Ouvrage.

L'action du titulaire ne devra gêner en aucune manière le calendrier d'exécution des études et travaux.

### 2.2 Responsabilité technique - qualifications

Il est précisé que l'intervention du coordonnateur ne modifiera ni la nature ni l'étendue des responsabilités incombant à chacun des participants à l'opération en application des autres dispositions du Code du Travail.

Les responsabilités inhérentes au coordonnateur au titre de la présente mission sont définies par Décret.

Le coordonnateur doit obligatoirement détenir la compétence de Coordonnateur de Sécurité et Protection Santé telle que prévue à l'article L.235-4 (1<sup>er</sup> alinéa) du Code du Travail et avoir suivi toute formation de recyclage nécessaire telle qu'une attestation de compétence, délivrée par un organisme agréé le certifiera.

Conformément à la réglementation en vigueur, le coordonnateur est suppléé dans ses missions, par un coordonnateur de niveau équivalent.

Le coordonnateur devra justifier d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum, en matière de contrôle des travaux ou de maîtrise de chantier, ou de fonction de coordonnateur ou d'agent en matière de sécurité et de l'attestation de formation CSPS de **niveau 1**.

## ARTICLE 3 -DUREE DE LA MISSION, PLANNING ET PHASAGE

La mission du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé commence dès la notification de son marché.

La mission prendra fin à la date de levée de la dernière réserve postérieurement à la réception des ouvrages et validation de l'ensemble des DIUO établis par le CSPS.

Toutefois, le délai peut éventuellement être prolongé, par vacations, jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, pour des travaux imprévisibles qui nécessiteraient des dispositions particulières. Ces vacations seraient rémunérées par le Maître d'Ouvrage selon les modalités prévues au DPGF en annexe à l'Acte d'Engagement.

Le planning prévisionnel de l'opération est joint au marché dans le document « Caractéristiques de l'opération IPA ».

Ce calendrier reste un planning enveloppe, qui pourra évoluer au cours de la phase études. Le présent marché pourra être adaptée par avenant notamment selon la durée réelle des travaux pour la partie de mission de suivi des travaux.

Les travaux du bâtiment IPA sont à proximité des bâtiments d'hébergement (HEB) en cours de construction dans le cadre de la reconstruction du CHU de CAEN Côte de Nacre (travaux de l'Opération Principale / OP). Des interfaces, des contraintes et un phasage particuliers seront à gérer avec le chantier de l'OP, car la fin des travaux, la réception, l'emménagement et la mise en exploitation du nouvel hôpital (Opération Principale) se feront durant la phase chantier de l'IPA. Le coordinateur CSPS devra tenir compte de ces contraintes et se coordonner avec le CSPS des travaux OP.

Voir le carnet de phasage AVP du 29/11/2024 du projet établi par le maître d'œuvre AIA joint en annexe

## ARTICLE 4 -DEFINITION DE LA MISSION

La mission du coordonnateur sera conforme à celle décrite aux sections 3 à 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

L'opération sur laquelle porte la mission du coordonnateur est une opération de 1ère catégorie au sens de l'Article R. 238-8 du Code du Travail, pour lequel le niveau 1 de compétence du coordonnateur est requis (article R. 238-9 du Code du Travail).

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé intervient sous la responsabilité du Maître de l'Ouvrage. Sa mission consiste notamment :

### 4.1 Aux principes généraux de préventions

Le CSPS doit s'assurer que les principes généraux de préventions définis aux articles L.235.1 et L.235.18 du Code du Travail sont effectivement mis en œuvre :

La mission de coordination sécurité protection santé vise à prendre en compte la gestion de la co-activité entre l'établissement, les entreprises réalisant les travaux, les différents transporteurs pendant l'exécution des marchés de travaux, afférents à la mission, et le chantier OP à proximité.

Pendant ces travaux, l'ensemble des installations techniques et équipements des bâtiments en activité devra rester en fonctionnement.

La mission du coordonnateur SPS est de prévenir, tout au long de l'opération, les risques résultant des interventions simultanées ou successives des diverses entreprises, équipes et chantiers.

Dans ce contexte, il est amené à effectuer les actions suivantes :

- il analyse les risques inhérents à chacune des situations de travail,
- il examine les périodes de coactivité prévues par les plannings,
- il évalue les risques résultant de cette coactivité,
- il propose des mesures de prévention, dont il contrôle la mise en œuvre,
- il fait respecter l'application des Principe Généraux de Prévention (PGP) et en contrôle la mise en œuvre.

Au cours de cette analyse, il doit également :

- d'une part détecter la présence éventuelle d'un ou plusieurs des risques particuliers définis par l'arrêté du 25/02/2003 (L4532-8) et le décret du 8 janvier 1965 modifié,
- d'autre part être capable d'appréhender les risques de maladies professionnelles et de décrire des mesures préventives.

Tout au long de l'opération, il doit adapter son action à la réalité du chantier.

Le coordonnateur SPS prend en charge, dans sa mission, l'organisation et la gestion des risques de l'ensemble de l'opération IPA engagée par le CHU de Caen. Ainsi, le périmètre de sa mission ne se limite pas à l'enceinte close et indépendante du chantier, mais comprend également les activités, déplacements, travaux et maintenances, en rapport avec l'opération et devant être réalisés sur le site du CHU ou à proximité immédiate, notamment les voies publiques, et en particulier les interfaces et la coordination avec les travaux de l'Opération Principale (en lien avec le CSPS OP). Pour ces interventions, et dans le cas où cela s'avérerait nécessaire, un plan de prévention et une autorisation de travail, telle qu'utilisée par le CHU, seront rédigés par le référent travaux et le chargé de prévention du CHU, en relation avec le CSPS, qui devra en contrôler l'application et le respect par les entreprises intervenantes.

#### **4.2 Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet :**

- \* à élaborer les documents figurant au 2° de l'article R. 238. 18 du décret n° 94-1159 : plan général de coordination, dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, registre - journal de la coordination, et à les tenir à jour.
- \* Le registre-journal de coordination est tenu à jour selon les prescriptions de l'article R. 238-19 du décret 94-1159.
- \* A établir et diffuser le PGCSPS, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé afin de l'inclure dans les pièces contractuelles du concepteur; ce document sera établi et mis à jour en coordination avec le concepteur (voir détail article 8.2).
- \* à constituer et présider le collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.) (voir détail article 8.3).
- \* A intervenir dans la phase de conception afin de définir avec la maîtrise d'œuvre, et en coordination avec le CSPS OP, les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des clôtures de chantier, des appareils de levage, des accès provisoires, des installations de chantier, des installations électriques ;
- \* A valider en phase conception les dispositifs liés à la sécurité dans toutes les phases de travaux et pour chaque bâtiment et zone de travaux. Le phasage des travaux, et les méthodologies des travaux dangereux (dévoiements de réseaux électriques existants, travaux à proximité de voies publiques, désamiantage si découverte d'amiante en cours de chantier) seront particulièrement à contrôler. Le CSPS donne notamment son avis sur le plan d'installation de chantier proposé par le concepteur.
- \* A analyser les offres entreprises sur les aspects sécurité et protection de la santé. Lors de cette analyse, il transmet ses éventuelles questions ou demandes de précisions sur les offres. Afin de simplifier l'analyse des offres, le coordonnateur SPS élabore, en collaboration avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre le ou les cadres de réponses nécessaires au dossier de consultation des entreprises pour les aspects Sécurité et Protection de la Santé ainsi que les éléments spécifiques à la sécurité et protection de la santé à transmettre par les entreprises dans le cadre de leur offre. Il propose également des critères pertinents d'analyse des offres sur ces aspects.
- \* A préparer la déclaration préalable de travaux qui sera envoyée par le Maître d'Ouvrage aux différents organismes compétents.

#### **4.3 Au cours de la réalisation de l'ouvrage,**

A organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et

horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

- \* A veiller à l'application des mesures de coordination et des procédures de travail qui ont été élaborées.
- \* A tenir à jour et à adapter le plan général de coordination et à veiller à son application.
- \* Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est établi par le coordonnateur et placé sous sa responsabilité. Il le transmet au Maître de l'Ouvrage dans les conditions des articles R. 238-38 et R. 239.39 du décret. Il le complète en tant que de besoin.

#### **4.4 A tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation environnantes et du chantier de l'Opération Principale (OP) en cours.**

Le CSPS doit tenir compte des des interférences avec les activités d'exploitation environnantes à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément au 4°, a) et b) de l'article R. 238-18 du décret du 26 décembre 1994 cité plus haut. Cela comprend :

- \* A Procéder en présence ou pas du Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels. A faire pour chaque phase de travaux, même provisoire.
- \* A communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le Maître de l'Ouvrage et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.
- \* A valider le plan d'installation de chantier (PIC) pour chaque phase de travaux vis-à-vis de l'hygiène et de la sécurité. Le Plan d'installation de chantier IPA sera notamment à gérer en interface avec le PIC du chantier OP en cours. Certaines installations de chantier et notamment la base vie seront dans des zones communes.
- \* A prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier,
- \* A analyser et harmoniser les plans particuliers de sécurité et de santé élaborés et soumis aux prescriptions de la section 5 du décret 94-1159, lorsqu'ils existent, et à en aviser le maître d'œuvre.
- \* Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention dans le RJC. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux
- \* à compléter et à faire viser le RJC conformément à l'article R.4532-38 à 41 du code du travail. Dès compléments ou modifications du RJC, une copie est immédiatement transmise par le coordonnateur SPS au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre le contenu attendu du RJC est décrit dans le chapitre 7.1

- \* A participer et à animer les réunions en matière de sécurité et de protection de la santé - A assurer la rédaction et la diffusion des comptes-rendus correspondants.
- \* A participer à toutes les réunions et visites de chantier nécessaires pour assurer sa mission, et notamment celles organisées par la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage.
- \* Lors des phases de conception et de réalisation il devra également donner son avis et faire ses éventuelles observations, en rapport avec ses missions sur les Fiches de Modifications de Travaux (fiche FTM), afin d'aider la décision du maître d'ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage prendra les dispositions prévues dans la section 7 du décret sur la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé concernant la voie d'accès au chantier. Le coordonnateur assistera le Maître de l'Ouvrage pour la définition des prestations à réaliser et vérifiera que l'ensemble des prescriptions de cette section 7 ont bien été respectées, et prises en compte par les entreprises.

## ARTICLE 5 - TEXTE REGLEMENTAIRES

Le titulaire devra respecter l'ensemble des réglementations et normes afférentes, parues et à paraître. Il devra notamment respecter le code du travail, le code de la construction, le code de la santé publique, ainsi que tous les codes, textes réglementaires, normes et documents techniques traitant de la sécurité et de la protection de la santé. Ces textes ont été repris, pour l'essentiel, dans le nouveau code du travail, entré en application le 15 janvier 2025 (liste ci-après non exhaustive) :

### **Les règlements généraux relatifs à l'hygiène et à la sécurité :**

- ♦ Code du travail IV<sup>ème</sup> partie, santé et sécurité au travail
- ♦ Article R 4532-77 du code du travail relatif au CISSCT
- ♦ Décret n° 94-1159 du 26.12.1994 Organisation de la sécurité et coordination en matière de chantier du BTP
- ♦ Les différentes recommandations et prescriptions Carsat, O.P.P.B.T.P., inspection du travail... etc

### **Les règlements spécifiques à l'amiante**

## ARTICLE 6 - CONSISTANCE DE LA MISSION

### **6.1 Conception, élaboration du projet, ACT**

Le coordonnateur participera selon besoin aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage quant à la conception et à l'élaboration du projet, et notamment dès la notification de son marché (en cours de finalisation de l'AVP). Le Maître de l'Ouvrage lui transmettra toutes les études réalisées par le maître d'œuvre intéressant sa mission dans un délai compatible avec l'accomplissement de celle-ci. Le coordonnateur établit un rapport d'analyse sur les dossiers d'études remis par le maître d'œuvre, à l'issue de chaque phase d'étude :

- AVP,
- PRO
- DCE (mise à jour du dossier PRO suite aux analyses du MOA, AMO, contrôleur technique, CSSI, CSPS...).

Le coordonnateur fournit au maître d'œuvre (copie au maître de l'ouvrage et à l'AMO) la totalité des documents techniques (notes écrites, plans,...) relatifs à sa mission.

Le coordonnateur prépare la déclaration préalable, pour envoi par le maître d'ouvrage aux organismes compétents.

Le coordinateur participe à l'analyse des offres entreprises sur les aspects sécurité et protection de la santé, en phase ACT.

## 6. 2 Période de préparation de chantier

Pendant la période de préparation du chantier, le coordonnateur convoque toutes les entreprises à une première réunion au cours de laquelle il explique à tous les intervenants comment se conformer à l'application du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

Il les assiste pour l'élaboration du plan particulier de sécurité et de santé et organise des entrevues avec les entrepreneurs afin de vérifier l'avancement de leur travail.

Le coordonnateur valide le plan d'installation de chantier pour chaque phase de travaux, et en lien avec le CSPS OP.

## 6. 3 Suivi du chantier

Le coordonnateur assistera :

- A tous les rendez-vous de chantier hebdomadaires
- Aux réunions mensuelles dites "de Maîtrise d'Ouvrage",
- Aux rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous de chantier hebdomadaires afin d'assurer des compléments de mise au point qui peuvent s'avérer nécessaires, et notamment prévoir au moins une réunion mensuelle avec le CSPS OP durant la phase de travaux préalables d'adaptation de l'Opération Principale (3 mois), durant la phase de préparation de chantier et à chaque changement de phase en interface avec l'OP (réception OP, emménagement et exploitation OP).
- **A deux visites hebdomadaires minimum**, afin de s'assurer du respect des dispositions arrêtées lors de l'établissement des documents de base ou lors des rendez-vous tant hebdomadaires que particuliers. La fréquence de ces visites de chantier sera à adapter selon la phase de chantier et les risques.

Tous ses avis, préconisations et observations devront être consignés et transmis au Maître d'Ouvrage/maître d'œuvre et aux entreprises concernées dans les 24h. En tout état de cause, un rapport hebdomadaire et mensuel seront établis.

## 6. 4 Réception et DIUO

Le coordonnateur réalisera une visite exhaustive de chaque ouvrage/bâtiment en fin de chantier, lors de la phase des Opérations Préalables à la Réception, afin de vérifier la bonne exécution des travaux dans le respect de la réglementation vis-à-vis de la sécurité, de l'hygiène et la santé des personnes. Ces éventuelles observations seront formalisées par un rapport de visite remis au maître d'ouvrage et son représentant afin de les inclure aux réserves d'OPR.

Le coordonnateur réalisera son DIUO après remise des DOE par les entreprises.

## 6. 5 Levée des réserves et GPA

Le coordonnateur assurera sa mission de coordination et de vérification des dispositions de sécurité et de protection de la santé durant la phase de levée des réserves (jusqu'à la levée de la dernière réserve).

Si lors de la phase de Garantie de Parfait Achèvement, des travaux de reprise ou imprévisibles, qui nécessiteraient une coordination entre plusieurs entreprises et des dispositions particulières, s'avéraient nécessaires, des vacations complémentaires seront confiées au CSPS ; Ces vacations seraient commandées par le Maître d'Ouvrage par un avenant.

## ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION



- \* Le coordonnateur recueillera auprès du Maître de l'Ouvrage et des autres participants, toutes les informations pouvant avoir une influence, soit sur le déroulement des études et des travaux, soit sur le montage général de l'opération.
- \* Il est convenu que la transmission des renseignements, documents et livrables se fait par courriel (plans, lettres, notes, RJ ou comptes-rendus) et par le Système d'Echange de Données Informatique (SEDI) mis en place pour l'opération.
- \* Si le coordonnateur n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage.
- \* Les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution sont signés ou contresignés par le coordonnateur, personne physique désignée à cet effet.
- \* Le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
  - ◆ Informer, dès l'origine de l'intervention du coordonnateur, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat,
  - ◆ Donner au coordonnateur copie du permis de construire.
- \* Le coordonnateur adressera ses rapports au Maître de l'Ouvrage, au maître d'oeuvre, au Contrôleur Technique, aux Entreprises et Organismes compétents.
- \* Au cas où un désaccord apparaîtrait entre le coordonnateur et une Entreprise ou le maître d'oeuvre, en particulier dans la mise en place des mesures de sécurité et de protection de la santé collectives, une réunion de mise au point aura lieu en présence du Maître de l'Ouvrage et le maître d'oeuvre qui devront arbitrer le litige si une entente ne peut intervenir.

Les rapports devront être fournis dans les délais ci-après :

- contrôle des documents de conception (AVP, PRO et DCE): rapport à remettre sous **15 jours** à compter de la date de réception des documents d'études.
- Etablissement du PGC et du règlement de CISSCT : document à remettre sous **15 jours** à compter de la réception des éléments du Concepteur.
- contrôle des documents d'exécution et PPSPS : rapport à remettre sous **15 jours** à compter de la réception des documents.
- Avis sur les FTM : avis à transmettre sous **10 jours** à compter de la réception de la fiche.
- réalisation du DIUO : dossier à remettre sous **21 jours** à compter de la réception des DOE.

## ARTICLE 8 - CONTENU DES DOCUMENTS

### 8.1 Registre Journal RJ.

Le coordonnateur met en place un registre-journal de la coordination dans lequel il consigne au fur et à mesure le déroulement de l'opération :

- Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières, qu'il fait viser par les entreprises concernées.
- Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître de l'Ouvrage, au maître d'oeuvre, aux entreprises ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.
- Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier

et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

- Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé éventuellement à lui succéder.
- Il présente le registre-journal, sur leur demande, au Maître d'ouvrage, à son représentant, à l'inspecteur du travail ou son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et au représentant du chef du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et le cas échéant, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.  
Le registre-journal est conservé par le coordonnateur jusqu'à la fin de la levée des réserves postérieurement à la date de réception de l'ouvrage. Il sera alors remis au Maître de l'Ouvrage.

## 8.2 Nature du plan général de coordination P.G.C.S.P.S.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera à réaliser durant la phase PRO, il sera intégré aux documents contractuels constituant les marchés des entreprises.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises, des différents intervenants sur le chantier. Le CSPS devra établir le PGCSPS, en coordination avec le MOE et le CSPS OP.

Il comporte notamment :

- 1 - Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.
- 2 - Les mesures d'organisation générale du chantier établies en concertation avec le maître d'oeuvre.
- 3 - Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
  - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
  - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
  - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
  - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
  - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
  - f) L'utilisation des protections collectives, des clôtures de chantier, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
  - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site, et notamment en lien avec les autres chantiers de l'opération de reconstruction, et notamment l'Opération Principale.
  - h) les installations de la base vie (vestiaires, sanitaires, salle de réunion, bureaux....)
  - i) le phasage des travaux.
- 4 - Les sujétions découlant des interférences, avec les activités à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et notamment les travaux du bâtiment HEB (OP).
- 5 - Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment pour le personnel du chantier (conformité aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail).

- 6 - Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnes ainsi que des mesures communes d'organisation prises en la matière.
- 7 - Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants. En outre, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé rappelle le cas échéant, la mission du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
- 8 - Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tenu à jour par le coordinateur pendant toute la durée du chantier, est remis au Maître de l'Ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre-journal de la coordination. Prévoir sa mise à jour à chaque phase de travaux en lien avec les modifications des installations de chantier et interfaces avec le chantier de l'Opération principale.

### **8.3 Collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)**

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé élabore le projet de règlement du C.I.S.S.C.T., et le transmet en phase PRO/DCE.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé propose au Maître de l'Ouvrage la constitution du C.I.S.S.C.T. dans les 9 jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux ainsi que toutes modifications ultérieures.

Le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé assure la présidence et le fonctionnement du C.I.S.S.C.T. conformément aux dispositions du code du travail.

Le coordonnateur transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P.) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote de cette adoption.

Le coordonnateur assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège, dans un délai de trois jours aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travaux ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par le délégué du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

### **8.4 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S)**

Le coordonnateur examine, analyse, vérifie chaque plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Il est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

En outre, le coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros-oeuvre et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue au Code du Travail.

## 8.5 Dossier d'intervention ultérieure de l'ouvrage (DIUO)

Le cadre du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) est défini à l'article R.4532-95 à 98 du code du travail. Le DIUO élaboré par le coordonnateur SPS rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le coordonnateur établit le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage en rassemblant sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, les notices de maintenance, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis par le coordonnateur SPS au Maître de l'Ouvrage, à la réception du bâtiment et ses aménagements extérieurs. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Le DIUO doit à minima contenir :

- une présentation générale de l'ouvrage et des conditions de sa réalisation ;
- la liste de tous les intervenants de l'opération ;
- le dossier de maintenance ;
- les fiches d'intervention ultérieure avec les risques liés aux accès sur le lieu d'intervention et les risques liés à l'intervention elle-même. A ces documents seront joints les extraits du DOE, les notices et les plans ou schémas utiles à la réalisation de l'intervention. Ces derniers éléments devront être parfaitement référencés.

**NB** : Que ce soit pour le PGC, le RJC ou pour le DIUO, aucun document type ne sera accepté. Chaque mission fait l'objet de l'établissement de documents spécifiques à la mission et aux caractéristiques de l'opération IPA.

Ainsi, avant tous envois aux entreprises, comme aux organismes de contrôles ou de prévention, chaque document établi par le CSPS devra être vérifié et validé par le maître d'ouvrage. Ces documents seront retravaillés par le CSPS autant de fois que nécessaire avant validation du maître d'ouvrage. Cela prévaut notamment pour le PGC, qui est le document de référence, mais également pour tous les autres documents.

## ARTICLE 9 - CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

Voir le document « caractéristiques du projet IPA » ainsi que ses annexes (La notice descriptive du projet phase AVP du maître d'œuvre et le carnet de phasage des travaux du projet IPA du maître d'œuvre).

## ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du Coordonnateur SPS, le présent marché sera résilié sans indemnité.

CCTP établi par OTEIS PARTNERS